

V L'ESPOIR V

ORGANE DE COMBAT ET DE LIBERATION NATIONALE



Bilan

Depuis sept semaines, l'Est de l'Europe est en feu. Les premiers communiqués allemands annoncèrent des succès foudroyants; puis, durant des semaines, ces communiqués furent d'une discrétion remarquable; enfin voilà que, depuis huit jours, ils redeviennent flamboyants.

Conclusion : ces communiqués répondent plus à des besoins psychologiques allemands qu'à des réalités militaires et ils ne peuvent être pris au sérieux. Il faut donc que, nous-mêmes, nous dressions le bilan de la situation si nous voulons que notre population y voie clair.

Bilan militaire et diplomatique

Les Allemands ont conquis de vastes territoires. Pour importante que soit leur superficie, l'acquit de ces terres ne leur donne toutefois aucun avantage décisif. Bien plus, les batailles livrées par la Wehrmacht, ont détraqué la merveilleuse mécanique qu'elle était.

Il est vrai, qu'au moment où nous écrivons, la poussée vers Odessa et Kiev paraît bien près de réussir. Mais il ne faudrait pas s'étonner de ce que l'installation des Allemands sur les rives de la Mer Noire oblige la Turquie à prendre nettement position dans le conflit.

L'aide apportée à l'Allemagne par ses alliés est extrêmement faible.

Ne parlons pas des Italiens !

Quant aux Japonais, s'ils massent des troupes en Mandchourie et ainsi immobilisent des divisions russes, ils paraissent bien décidés à travailler d'abord « pour leur compte ». Leur poussée en Indochine pourrait bien être, par surcroît, une entreprise très risquée. Un jour, les Nippons s'en repentiront sur le sol de la Thaïlande, pris qu'ils sont entre trois groupes de forces : chinoises, anglaises et américaines.

La situation des Russes, elle, n'est nullement compromise. Leurs réserves en hommes et en matériel restent prodigieuses et les premiers succès allemands ont raidi leur volonté de résistance. Saluons sans réserve le courage, l'ingéniosité des soldats russes. Eux, ont enfin trouvé le moyen de lutter contre des percées blindées. Ils font la leçon à nos généraux belges et français, encroûtés dans la routine, incapables, d'un effort d'imagination. Les dirigeants russes ont su insuffler un idéal de lutte à leurs soldats. Grâce leur en soit rendue.

La conclusion de tout cela n'est pas difficile à tirer. Au rythme auquel se déroule la bataille, mathématiquement, les Allemands doivent être battus. Rien ne leur servira de conquérir de nouveaux Km² de steppes. Le tombeau d'Hitler se creusera sur la route de Moscou.

Bilan moral

L'aspect psychologique des entreprises guerrières modernes est tout aussi important que l'aspect purement militaire. De ce côté non plus les Allemands n'ont aucune raison de se réjouir.

Ils ont essayé de « soulever » l'Europe au nom de l'antibolchevisme. Les Peuples asservis n'ont pas suivi. A côté d'un Mgr Baudrillart, qui, à Paris, se fait le plat serviteur du tyran, les chefs des Eglises des autres pays occupés sont restés muets. Les milieux habituellement timorés de la population se refusant à « donner dans le panneau ».

Ils ont procédé au recrutement de « volontaires » ! Là aussi, échec et preuve de la nécessité, pour l'Allemagne, de disposer de nouvelles troupes.

Enfin, ils ont trouvé le V. Là vraiment, ils ont avoué que Goebbels était battu par les services de propagande anglais.

Au début de ce printemps, Hitler a annoncé la fin de la guerre pour 1941.

Les navires anglais seraient chassés de l'Atlantique ! Le ravitaillement américain arrive, plus important que jamais.

Les Anglais seraient chassés de l'Europe. Ils y sont plus que jamais grâce à Hitler. Demain, les Anglais donneront la main aux Russes par dessus le Caucase, par l'Iran ou au travers de la Mer Noire par la Turquie.

Comme un lion en cage, Hitler se tourne et se retourne, incapable de frapper le grand coup qui le rendra victorieux.

Un nouvel hiver de guerre s'annonce. Le peuple allemand le supportera-t-il ? S'il le supporte, ce sera pour mieux souffrir, pour mieux expier ses faiblesses et payer plus chèrement les crimes de ses dirigeants.

Dans la magistrature belge

A quoi rêvait la Cour d'Appel de Liège lorsqu'elle accoucha de ce monstrueux arrêt qui justifie la légalité de l'arrêt des secrétaires généraux relatif au droit pénal administratif par un modus vivendi intervenu entre eux et l'occupant ?

A quoi rêvaient la Cour de Cassation et la Cour d'Appel de Bruxelles, lorsqu'elles apprirent les arrestations simultanées des procureurs du roi de Bruxelles, Malines, Louvain et Charleroi, sans s'apercevoir que le plus élémentaire souci de dignité et d'indépendance leur commandait d'exiger la libération immédiate de ces magistrats et de suspendre en cas de refus l'activité de la magistrature.

A quoi rêvait ce bon M. Plisnier — car pour un secrétaire général on peut le considérer comme bon — lorsqu'il décida de retirer de la circulation les pièces de nickel, de manière à en faciliter la réquisition par l'armée allemande ?

A quoi rêvait M. le Gouverneur Général Galopin lorsqu'il écrivit aux Allemands pour protester de son zèle pour la cause de la collaboration économique entre la Belgique et l'Allemagne ?

De source digne de foi, nous avons reçu des précisions importantes au sujet des motifs de l'arrestation des Procureurs généraux et de certaines personnalités bruxelloises. On les accuse de complot en faveur d'une puissance étrangère. La réalité est toute autre.

La voici : Lorsqu'il y a quelques semaines, parurent les affiches montrant Churchill affamant les femmes et enfants de Belgique, les Procureurs Généraux firent arrêter l'imprimeur-éditeur de cette affiche, se référant à une loi belge qui interdit les insultes aux Chefs d'Etat étrangers. On devine la fureur des Allemands devant cette mesure toute légale. Mais puisqu'ils prétendaient respecter les lois belges, ils s'inclinèrent.

Vint le recrutement des rexistes pour la Russie.

Les Procureurs firent arrêter les premiers recruteurs, se référant à nouveau à une loi belge qui interdit le recrutement pour une armée étrangère. (On se souvient de son application lors de la guerre d'Espagne).

Re-fureur des Allemands !!!

Et il fallait absolument que cette application des lois belges cessât au plus tôt.

Le plus simple était d'enfermer les juges.

C'est ce qu'ils firent, sous le prétexte que vous savez.

Il fallait bien cela pour sauver l'honneur de la magistrature belge !

Nos « volontaires »

Vendredi 8 août à 11 heures a eu lieu sur la Grand'Place de Mons le départ de 62 volontaires rexistes du Borinage.

Une foule visiblement hostile s'est assemblée à proximité du local où a lieu le rassemblement.

Lorsque le signal du départ est donné, nos fameux lascars, blêmes comme des morts, se mettent en marche sous les cris, les huées et les coups de sifflet.

Les gendarmes allemands qui les protègent doivent appeler des renforts. La foule, un instant disloquée par l'arrivée de ceux-ci, s'est reformée place de la Gare et de nouveau jaillissent les huées et les coups de sifflet.

Les Boches sont furieux. Aussi passent-ils leur colère en rouant de coups des malheureux civils qui leur sont désignés par des mouchards disséminés dans la foule.

Mardi, 29 juillet, le sergent recruteur de Namur qui travaille pour compte de Hitler, a fait défiler, dans les rues de la ville le bétail humain qu'il expédie à la boucherie.

Quatre-vingt-quatre jeunes gens, représentant le contingent des provinces de Liège et de Namur, parmi lesquels des gamins de 17 ans, ont été réunis au cercle Militaire, rue Lucien Namèche, pour passer devant le conseil de révision.

La cérémonie terminée, ces jeunes gens ont été ramenés à la gare encadrés par des sous-officiers allemands et quelques rexistes en uniforme, les mêmes, sans doute, qui ont touché les deniers pour envoyer ces jeunes gens mourir dans les steppes russes.

Dans la colonne des « volontaires », nous n'avons pas vu les rexistes de Namur. Où sont les chefs, les Daout, Dr Maistriaux, l'avocat Frapier, etc. ?

Il faudrait que nous soyons débarrassés de tout ce monde.

Solidarité!

On sait qu'à l'occasion du 21 juillet, des centaines d'arrestations ont eu lieu dans le pays. Quelques-uns de nos amis ont été surpris dans ces rafles. Nous ignorons évidemment le sort que nos Protecteurs leur réserveront. Aussi avons-nous décidé de les aider, et de soutenir leurs familles. Une liste de souscription est ouverte dans l'Espoir. Tous les dons seront reçus avec reconnaissance, et publiés sous le pseudonyme choisi par le donateur. Faites-nous parvenir votre obole par l'intermédiaire de votre homme de confiance.

Merci d'avance!

D'autre part, la hausse du prix du papier a fait augmenter nos frais d'impression dans des proportions considérables. Si nous voulons continuer à paraître, nous devons augmenter le prix de notre journal. Voulant faire d'une pierre deux coups et désirant réserver une partie de cette augmentation à soutenir nos amis victimes de la répression, nous portons le prix du journal à **UN FRANC**.

Nous sommes persuadés que nos lecteurs et amis nous feront confiance.

L'Office national du travail Office de la déportation

Voilà maintenant que le « chef » du Département du travail admet que son chef à lui, l'Oberkriegsverwaltungsrat Dr Schulze, donne des ordres directs aux divers services de l'Office du travail, sans plus passer par la hiérarchie belge. Est-ce dans l'espoir d'esquiver ses propres responsabilités que le singulier « chef » Verwilghen s'efface ainsi?

Or donc, c'est directement que le dit Schulze a adressé le 6 juillet 1941 aux directeurs des Offices régionaux une circulaire leur « ordonnant » notamment :

1° de considérer comme des « associaux » les chômeurs qui refuseraient d'aller travailler dans les usines de guerre allemandes et de les dénoncer aux *Werbstellen* (bureaux d'embauchage allemands), qui les dressent par un travail forcé.

2° d'obliger les patrons à congédier une partie de leurs meilleurs ouvriers, ceux de moins de 35 ans, pour que ceux-ci puissent être envoyés en Allemagne et soient remplacés dans les usines belges par des vieux ou des demi-valides.

Le 16 juillet, Schulze éprouvait le besoin de préciser verbalement ses instructions et réunissait au Ministère du Travail, pour leur adresser un discours de plus d'une heure, le sieur Hendriks, directeur général de l'Office national du travail, le professeur Van Goethem, directeur du Bureau d'études du Ministère, le professeur Reyntjens du Commissariat général à la reconstruction du pays, les 9 Commissaires provinciaux à la reconstruction, tous les directeurs des Offices du travail régionaux et enfin des représentants de toutes les Kommandantures Feldes et Oberfeldes. Aimable société! Aimables paroles!

En voici quelques-unes, qui nous ont été rapportées de divers côtés, car s'il y a hélas! beaucoup des traîtres à l'Office du travail et au Commissariat à la reconstruction, on y trouve encore aussi quelques bons Belges résistants.

Tout d'abord pour les « associaux », qui sont les travailleurs courageux qui refusent de travailler pour l'ennemi : nous les mettrons — c'est le Schulze qui parle — dans des camps de rééducation, loin de chez eux; ils y feront un travail dur pour un maigre salaire et avec une nourriture plus maigre encore; nous savons, grâce à une longue expérience, en Allemagne même, comment on s'y prend pour éduquer les mauvaises volontés.

Nous prendrons aussi les jeunes gens paresseux qui préfèrent vivre aux crochets de leurs parents plutôt que de travailler pour nous.

Avis aux patrons qui ne nous céderaient pas de bon gré une partie de leurs ouvriers les plus qualifiés dont nous avons besoin : s'ils ne les licencient pas pour embaucher des vieux ou des demi-valides, ils seront appelés aux Kommandantures, où il leur sera parlé comme il convient. Après la menace, quelques trémolos sur les devoirs de solidarité chrétienne envers les vieux. Que ce Schulze est bon!

Le travail à temps réduit, ajoute-t-il, doit disparaître, notamment dans la métallurgie. Les chômeurs partiels doivent être mis en chômage complet et nous leur donnerons du travail en Allemagne.

Quant aux « fuyards du Limbourg » (ce sont des mineurs qui ont quitté le travail avant le préavis de trois mois nouvellement imposé sur les ordres allemands), ils seront considérés comme ayant commis le délit de grève et punis comme tels.

Les directeurs des Offices du travail doivent exécuter les ordres des Kommandanturs immédiatement, sans les discuter. Ceux qui réclameraient auprès du Ministère du travail seront arrêtés. Ceux dont l'activité ne donnera pas satisfaction seront licenciés et je procéderai moi-même à une inspection sur place de tous les Offices.

Et l'Oberkriegsverwaltungsrat de conclure par une péroration pathétique sur la lutte que mènent maintenant nos « camarades » flamands et wallons, en route vers le front russe où ils vont verser leur sang contre le bolchevisme. Dans ces circonstances, les Belges qui refusent encore d'aider l'Allemagne sont des traîtres, qui poignent leurs frères dans le dos.

Et voilà! Il est malheureux que le ridicule ne tue pas aussi sûrement que les bombes anglaises et américaines. L'orateur Schulze n'aurait pas survécu à ce discours où le grotesque surpasse l'odieux.

Ce qui est plus malheureux encore, c'est qu'effectivement les ordres de cette brute sont exécutés par la plupart des Offices du travail, si bien que d'après les dernières statistiques officielles dont nous avons eu communication, et qui remontent au 15 juin dernier, 205.000 travailleurs belges avaient été envoyés en Allemagne et 35.000 en France occupée. Parmi ceux envoyés en Allemagne, on comptait environ 135.000 Flamands, 45.000 Wallons et 25.000 Bruxelloise.

La plupart de ces malheureux sont inconscients du fait que leur travail pour les Allemands est une double trahison, trahison nationale et trahison ouvrière. Un châtiement sévère n'a pas tardé à frapper beaucoup d'entre eux, puisque 6.000, soit une proportion de 3 % ont déjà été tués en Allemagne par les bombardiers britanniques. Que cela fasse réfléchir ceux qui ne trouveraient pas dans la fermeté de leur conscience des raisons suffisantes pour se refuser à produire pour l'ennemi. Celui-ci est à deux pas de la défaite. Son effondrement sera subit, comme en 1918. C'est le moment, pour chacun de nous, de se raidir dans la résistance.

Les militaires de carrière au service de l'occupant

L'attitude des autorités restées au pays devient de plus en plus écœurante.

Les dirigeants des différents ministères : Travail, Ravitaillement, Intérieur, Instruction se sont aplatis devant l'occupant. C'est la collaboration totale avec toutes les conséquences sur la durée de la guerre, sur le moral de la population, mais aussi, nous l'espérons bien, pour les responsables de cette politique.

Jusqu'à présent, l'armée avait paru se maintenir en dehors des agissements des laquais à tout faire de l'ennemi. Les officiers, sous-officiers et militaires de carrière restés au pays ou rentrés de captivité, se contentaient de vivre avec leur demi-solde ou parvenaient à se caser dans l'un ou l'autre des organismes créés depuis la guerre. L'Allemand qui a un pressant besoin de bras, ne peut admettre que des hommes capables de travailler, soient payés sans rien produire.

Pour reclasser les militaires de carrière sans emploi on a créé l'O.T.A.D., ce qui veut dire l'Office du travail de l'armée démobilisée, dont les bureaux, pour la province de Namur, sont situés rue Lucien Namèche et dirigée par le Major du génie Scheder, revenu d'Allemagne depuis quelques semaines.

Le major convoque chaque jour à son bureau les militaires de carrière sans emploi et leur signifie que la solde va être coupée, s'ils n'acceptent de travailler dans les dépôts et arsenaux des chemins de fer. Quand un homme se rebiffe en disant qu'il ne veut pas travailler pour l'ennemi, le major Schéder réplique qu'il couvre de son autorité et de celle du général Keyaerts les propositions qui sont faites à nos militaires de carrière de travailler pour le compte de Hitler.

Est-ce pour effectuer cette besogne que le major Schéder a été libéré? On est d'autant plus étonné que cet officier accepte de remplir une aussi sale besogne, qu'il s'est comporté honorablement au cours des événements de mai 1940.

Ni le major Schéder, ni le général Keyaerts n'ont le droit de couvrir de leur autorité le recrutement forcé de travailleurs pour les besoins de l'armée occupante.

Nous rappelons à ces deux officiers que les lois militaires belges punissent de mort l'aide à l'ennemi sous la forme de fourniture de la main-d'œuvre.

Le Roi — Le Gouvernement belge de Londres — Un exemple

Depuis le début de notre action, nous avons défendu cette double position à l'égard des problèmes belges : réserver notre jugement sur la capitulation de l'armée belge tout en continuant la lutte commencée le 10 mai, nous opposer à la constitution d'un gouvernement pseudo-belge en territoire occupé, que ce gouvernement se constitue avec ou sans l'approbation royale.

Nous en serions restés là si, depuis quelque temps, des polémiques n'avaient surgi, si certaines confidences n'avaient été faites, polémiques et confidences qui nous obligent à indiquer dans quelle direction un Peuple, vraiment libre doit s'orienter pour trouver sa voie.

C'est pour le Roi, pour le Gouvernement Pierlot-Spaak qu'on nous demande de résister à l'occupant ! C'est pour le Roi (qu'ils disent !) contre le dit gouvernement belge de Londres qu'on nous demande de collaborer avec l'Allemagne ! Quelle confusion et quel simplisme !

Poser le problème de la Belgique en fonction du sort du Roi, en fonction du Gouvernement Pierlot, c'est avouer deux faiblesses : la nécessité de se diriger vers une idole humaine pour agir, le besoin d'être guidé de l'extérieur pour se tracer des directives politiques. Ni l'idole humaine, ni le guide extérieur ne suffisent pour constituer un front solide de résistance à l'Allemagne et à son idéologie. L'attitude passée de l'une et de l'autre ne peuvent d'ailleurs donner toute garantie.

LE ROI

La lumière n'est pas complètement établie sur les faits qui ont abouti à la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940. Toutefois plus personne ne la qualifie de crime ou de trahison. Il ne faudrait pourtant pas exploiter cet événement, en flattant basement l'instinct de conservation qui git en tout homme, pour essayer de justifier n'importe quelle politique que le Roi eut voulue, voudrait ou qu'on le pousserait à pratiquer.

En capitulant, le Roi a fait acte de commandant en chef de l'armée. Rien de plus, rien de moins ! (Au fond, un Roi devrait-il être chef de l'Armée ?) Le Roi pouvait-il limiter son rôle à cela ? Il devait entretenir des relations avec les Etats étrangers, il continuait à être le Souverain du Congo. Ce n'est évidemment pas en étant prisonnier au château de Laeken que le Roi pouvait assumer ces charges pour le moins aussi importantes que ses charges militaires. Nous ne pouvons accepter un seul instant l'excuse « partager le sort de mon Armée, partager les misères de mon Peuple ». D'abord parce que cela ne répond en rien à la réalité, ensuite parce que cette phrase sent la démagogie à plein nez ; nous mettrions le doigt sur l'inspirateur de ces paroles royales.

Des maladroits plaident les circonstances atténuantes en disant : « mais si l'Allemagne avait gagné la guerre, la présence du Roi en Belgique eut réservé, à notre pays, un sort favorable ». C'est loin d'être prouvé, mais supposer un seul instant que ce fut ce mobile qui déterminait l'attitude du Roi, c'est déclarer que le Roi misait sur deux tableaux. Voudrait-on discréditer l'institution monarchique qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Enfin, la présence du Roi à Bruxelles a eu des conséquences extrêmement graves. Cette présence a risqué de diviser le pays en deux : pour le Roi ou pour le Gouvernement Pierlot. Il y a plus : la présence du Roi à Bruxelles a permis à tous nos pro-allemands de préconiser une politique qui, étant donné le trouble qui régnait dans les esprits, pouvait apparaître comme le prolongement de l'attitude royale. Que pensez-vous de ce tableau : des rexistes qui saluent à la « hitlérienne » en criant « Vive le Roi ! ».

Mais au moment où il capitula, le Roi voulut-il limiter les actes qu'il posait au domaine militaire ? Tout prouve le contraire.

Le fait que quatre ou cinq jours avant la capitulation militaire le Roi a déclaré que les Ministres ne jouissaient plus de Sa confiance et leur a demandé leur démission, le fait que le Roi désirait que le Gouvernement belge, lui aussi, fut prisonnier de l'envahisseur suffisent à montrer que le Roi, à ce moment, pensait à une capitulation politique qui eut suivi la capitulation militaire.

Si l'on rapproche tout cela des démarches faites dès le 31 mai 1940 par le traître De Man et d'autres personnages de la Cour auprès des bourgmestres de grandes villes pour qu'ils soutiennent un Gouvernement belge qui viendrait à se constituer sous l'autorité du Roi, nul doute, qu'à ce moment, une volonté de trahison constitutionnelle n'ait été manifestée par le Roi

Depuis, il est vrai, le Roi s'est repris ; il s'est abstenu de poser tout acte politique. Chapeau bas devant cette attitude toute constitutionnelle ! Mais chapeau bas, et rien de plus !

Le Roi est allé à Berchtesgaden. Nous saurons plus tard à quel titre.

LE GOUVERNEMENT

La politique de neutralité pratiquée par ce Gouvernement fit faillite le 10 mai 1940. Les confidences que Poulet a faites dans « Le Nouveau Journal » sur l'aide morale, pour ne pas dire plus, que MM. Pierlot et Spaak auraient apportée avant cette date aux journaux pro-allemands « Cassandre » et « A l'Ouest », si elles sont véridiques, montrent à quel point ce Gouvernement se trompait. Si un Parlement contrôlait encore ce Gouvernement, les chefs de celui-ci paieraient chèrement ces fautes politiques. Ils devront d'ailleurs en rendre compte après la guerre.

Pourtant, dès le 10 mai, ce Gouvernement eut une attitude correcte. Il résista à l'Allemagne et remplit ses engagements internationaux à la lettre. C'est lui et non le Roi qui eut raison quand il passa en France pour continuer la lutte.

Si le Parlement de Limoges alla sans doute trop loin quand il jugea la capitulation de l'Armée belge, par contre il resta dans la stricte vérité constitutionnelle quand il dénia au Roi tout droit de gouverner sous l'occupation allemande.

Après la débâcle française, il y eut du flottement au sein du gouvernement belge. Il voulut démissionner, il désespéra de la situation. Son attitude à Vichy — le milieu y aidait sans doute — fut lamentable. Il demanda aux Allemands, l'autorisation de rentrer en pays occupé.

Par la suite, la tête de ce gouvernement s'est reprise : ses leaders ont rejoint à Londres, les Belges qui, dès le début, s'étaient refusés à désespérer.

En conclusion, s'il fallait condamner le gouvernement belge de Londres pour son attitude passée, ce ne serait pas nos pro-nazis qui devraient le faire, mais bien leurs adversaires, pour des motifs diamétralement opposés aux leurs d'ailleurs. En attendant, le gouvernement Pierlot-Spaak est le seul pouvoir politique ayant les moyens de représenter la Belgique à l'étranger, le seul qui puisse reconstituer l'embryon d'une armée belge. A ce double titre, ce gouvernement doit être reconnu par les hommes libres de ce pays.

Mais il doit être entendu que ce gouvernement n'existe que pour la durée de la guerre, qu'il ne peut prétendre, seul, à la reconstruction du pays libéré. La reconstruction belge sera le fait de toutes les forces démocratiques vivantes du pays que ces forces aient été agissantes à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire.

UN EXEMPLE

Le Peuple anglais va gagner cette guerre. Ecoutez pourtant Radio-Londres. Y entendez-vous souvent prononcer le nom du Roi Georges VI, y entendez-vous parler de « politique royale » ?

Certes, le Peuple anglais aime son Roi, mais c'est un Peuple majeur. Il se bat, non pour le Roi, mais pour la défense de valeurs bien supérieures à l'institution royale : l'Empire, un style de vie incompatible avec une victoire allemande.

Prenons donc exemple sur nos amis Anglais. Foin de ce mot d'ordre pour « Peuples mineurs » : « Nous résistons pour libérer le Roi ». Nous luttons pour bien autre chose que cela ! Que l'on comprenne qu'en restreignant ainsi le but assigné à son effort, nous diminuons notre Peuple. Que l'on se rende compte aussi de la servilité et du peu de sens civique que recèle cette formule « nous sommes derrière le Roi ; en conséquence, nous conformerons notre attitude à la Siègne ». Les Belges ne sont tout de même plus des esclaves qui doivent attendre un signe du maître pour agir, que diable ! Ils luttent au nom de la liberté, des principes, des idées, une volonté, cela suffit à les raidir dans leur résistance !

C'est au nom de cette liberté que nous mettrons fin à la domination allemande. C'est au nom de cette liberté que nous reconstruirons le pays. L'immense majorité de la population réclamera sans doute le maintien de l'institution monarchique. Par contre, elle s'opposera à ce que l'on essaie d'exploiter ce sentiment monarchique en vue d'un mouvement « léopoldien » à visées politiques. Une Belgique libre ramènera l'institution monarchique à ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un symbole et non un organe de commandement.

21 juillet - Les Belges se retrouvent

Du Nord au Sud du territoire, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite de notre opinion publique, du haut en bas de l'échelle sociale, le 21 juillet fut la journée de la résistance à l'occupant. Ce fut plus contre les Allemands que pour autre chose que les manifestations se déroulèrent.

A Bruxelles. — Manifestations dans les rues, incidents multiples avec la gendarmerie allemande. Les « protecteurs » sont hués, insultés; certains, mêmes désarmés.

A Anvers. — La Kommandantur ne suffit plus à héberger les personnes arrêtées; il faut réquisitionner un hôtel voisin. Les « Gardes flamandes » ne sont pas reconnues par la gendarmerie belge; au port, ses membres doivent passer entre deux jets de crachats lancés par les ouvriers.

A Bruges. — Mêmes manifestations, mêmes bagarres qu'à Anvers. Pour un jour, Bruges perdit sa réputation de « ville morte ».

A Liège. — Le 20 juillet, Degrelle harangue ses troupes. Les hommes noirs sont battus comme plâtre par la population, toutes classes mêlées. La population est maîtresse de la rue jusque minuit.

A La Louvière. — Manifestations dignes et hostiles. Une manifestation ouvrière très curieuse se déroula. Les ouvriers mineurs reçurent trois jours de congé : les 21, 22 et 23 juillet. Faisant le calcul que le 21 juillet est fête nationale, ces mineurs prirent un quatrième jour de congé et ne redescendirent dans la mine que le 25.

Colère des Allemands qui s'est manifestée par l'arrestation d'une trentaine d'ouvriers.

A Mouscron. — Le 21 juillet débuta par une incursion de la RAF au-dessus de la région. Pareille ouverture électrisa les Mouscronnois.

Comme chaque année, les sociétés patriotiques de la ville organisaient un Te Deum en souvenir des morts de la guerre 14-18 auxquels étaient joints ceux de la campagne de 1940. Parmi les fidèles qui se trouvaient dans l'église s'étaient glissés quelques rexistes et V.N.V. en chemise noire qui servaient de garde-corps à l'individu que Romsée a désigné pour assumer les fonctions de bourgmestre de la localité, le sieur Derveaux.

Au moment de l'offrande, ce dernier flanqué de ses gardiens voulut se diriger vers le prêtre. Immédiatement, une réaction se produisit. Les pratiquants se révoltèrent contre pareille provocation. Des cris « au poteau » fusèrent de toute part. Sur l'intervention du clergé, un calme relatif régna ensuite. Mais, à la sortie de l'église, l'orage éclata, violent ! Les traîtres furent entourés et copieusement rossés.

A la foule des fidèles s'étaient joints d'autres Mouscronnois. Unanimes, ils conspuèrent les valets d'Hitler qui s'enfuirent et cherchèrent refuge dans leur local situé à proximité.

Un des leurs, plus « courageux », s'en fut chercher du renfort auprès des « boches ». Immédiatement, une vingtaine de soldats allemands, baïonnette au canon, s'élançèrent dans la foule pour la disperser. L'on vit alors, spectacle odieux, les chemises noires désigner à ceux-ci certains de nos concitoyens comme étant leurs agresseurs. Ces crapules les aidèrent même à les arrêter. Septante arrestations furent opérées, quelques-unes immédiatement, les autres dans le courant de la nuit suivante.

Des mesures de répression furent prises. L'heure de retrait fut fixée à 3 heures pour le jour même à 9 h. 1/2 pour les jours suivants et ce jusqu'à nouvel ordre. Une amende de 100.000 francs fut infligée à la ville. Dix otages, choisis parmi le clergé et les dirigeants des partis politique interdits, furent arrêtés. Parmi eux plusieurs sont âgés de plus de soixante ans.

Des patrouilles allemandes circulèrent en ville accompagnées de rexistes et de V.N.V.

La parade ignoble de ces derniers ne s'oubliera de si tôt. Nous leur promettons que leur uniforme leur servira une dernière fois le jour où leurs corps de scélérats se balanceront au bout de la corde attachée aux reverbères de cette même place qui fut le théâtre de leurs dégoûtants exploits du 21 juillet 1941.

EN DERNIERE MINUTE

Au cours de la première semaine d'août, des grèves ont éclaté dans la région de Charleroi.

Aux A. C. E. C., on fit grève sur le tas.

Quarante mineurs ont été arrêtés au Charbonnage du Bouvier à Châtelet et 30 au Charbonnage du Gouffre à Châtelaineau.

Voilà comment les Allemands accueillent les justes réclamations de nos ouvriers qui protestent contre le manque de nourriture et les salaires insuffisants.

Vacances dans le Reich

Des enfants wallons sont partis en Allemagne. Ils vont, paraît-il, y passer de bonnes vacances, se « re-faire une santé ».

On ne sait ce qu'il faut le plus mépriser, de l'abaissement imbecile des parents, ou du bas calcul des propagandistes nazis. Pour les premiers, il faut qu'ils aient un sens moral rudement ébréché pour accepter que leurs gosses participent à cette mascarade destinée à poser les assassins d'hier en bienfaiteurs d'aujourd'hui, les bourreaux des massacres de Tournai, Nivelles et autres lieux wallons en protecteurs de l'enfance.

Quant aux seconds, leur but est clair : cacher la vérité des prisonniers wallons retenus dans les camps depuis plus d'un an, crevant de misère et de désespoir, derrière le sourire innocent d'une centaine de gosses inconscients; dissimuler la famine à laquelle tout notre peuple est acculé par les vols massifs et quotidiens de la Wehrmacht, derrière quelques joues bien remplies au bout de ce « congé ».

Sans compter les beaux titres pour Messieurs les porte-plumes à gages si une bombe — anglaise ou autre ? — allait s'égarer sur un camp d'enfants belges !

Pauvres gosses, tout de même ! Quel sale métier on leur fait faire !...

Fermons ce « livre »...

Dans un numéro précédent, nous avons fait l'honneur d'une colonne au trop fameux livre de Henri De Man « Après Coup ». Réflexion faite, nous avons estimé que cet assemblage de plus de 300 pages ne valait pas le papier que nous avons consacré à son contenu.

Mais voilà que des lecteurs insistent pour que nous continuions l'insertion de notes sur ce livre à prétention sociale et politique. Partagé entre notre désir de leur donner satisfaction et notre volonté de traiter de questions plus importantes que ce monument d'autogobisme, d'hypocrisie jésuitique — honneur aux jésuites (au sens péjoratif du mot) — un non-jésuite les dépasse — d'ambitions rentrées et de platitude devant les puissants du jour, nous avons opté pour une solution moyenne : celle de consacrer une colonne encore à la « gloire » de la prose du prototype intelligent de la traîtrise.

M. de Man se targue d'avoir rompu, dans sa jeunesse, avec la classe sociale dont il est issu.

C'est bien pourquoi il insiste tellement sur ses « nobles » origines.

C'est bien pourquoi aussi, dans ces dernières années, M. de Man se complaisait tellement dans la compagnie des personnages les plus huppés.

Le « sang bleu » coule donc dans les veines de notre traître. Pauvre noblesse ! Elle en aura vu de toutes les couleurs.

Délicatesse d'un belge ayant reçu une formation allemande. Trouver le moyen de parler de sa première femme à propos de politique et de lui donner jésuitiquement le coup de pied de l'âne.

L'habileté de M. de Man ? Compromettre, si possible, beaucoup de personnages importants, citer les avis de grands morts qui, ne sont plus là pour le contredire.

C'est bien pourquoi il déclare, qu'après Munich, il fut « chargé de mission officielle » au cours de voyages qu'il entreprit dans une série de pays dont l'Allemagne et l'Italie.

Le grand Masaryck, fondateur de la Tchécoslovaquie, est mort. Aussi le fourbe Henri fait état d'une conversation qu'il eut avec lui en 1928, conversation au cours de laquelle Masaryck lui-même aurait regretté avec mélancolie la façon dont les Tchèques traitaient les Sudètes.

Or, quelques années après 1928, dans un brochure publiée à la Maison d'Éditions « L'Églantine », « Socialisme et nationalisme » l'historien d'« Après Coup » donnait en exemple à la Belgique la façon dont les Tchèques avaient résolu leur problème national. M. de Man falsifie donc la vérité à ce propos. Il est vrai que la vérité est un traître... !

Mais ne serait-ce pas par flagornerie à l'égard de l'occupant que Rik se livrerait à cet exercice ? Nous allons voir.

Et maintenant, » fermons le livre »; mettons-le à sa place : au-dessus d'un tas d'immondices.